



DISCOURS

*** Seule la version prononcée fait foi ***

9 décembre 2008

CONFÉRENCE ANNUELLE DE LA CEOE « DIALOGUE ET SOLUTIONS »

11 DÉCEMBRE 2008 – 11H00
MADRID

ÉLÉMENTS POUR UNE INTERVENTION D'ERNEST-ANTOINE SEILLIÈRE PRÉSIDENT DE BUSINESSEUROPE

Señor Presidente de la CEOE,
Señoras y Señores,

Permítanme que mis primeras palabras las pronuncie en la lengua de Cervantes para decir, como Presidente de BUSINESSEUROPE, que es para mi un gran placer estar hoy en Madrid asistiendo a la Conferencia Anual de la CEOE. En este sentido, quiero agradecer a su Presidente, Gerardo Díaz Ferrán, el honor que me concede de poder intervenir en la clausura de la misma.

Je reviens, si vous le permettez, à la langue de Molière, ma langue maternelle. Jean Monnet, l'un des pères fondateurs de l'Europe, a dit : « *rien n'est possible sans les hommes, rien n'est possible sans les institutions* ». En effet, la contribution de tous est importante, puisque tous, chacun avec ses responsabilités, contribuent à la réalisation et au succès du projet européen.

En ce qui concerne les organisations d'entreprises, l'Espagne a donné à l'Europe de nombreux dirigeants de grande qualité. Je voudrai particulièrement rendre hommage à **José María Cuevas**. BUSINESSEUROPE a toujours apprécié son remarquable engagement au cours des 23 années passées à la tête de la CEOE. José María a laissé à la CEOE un très précieux héritage qui en a fait une organisation connue et respectée en Europe pour son engagement et son professionnalisme.

Et c'est précisément parce que la CEOE est un pilier de notre organisation européenne que, lors du Conseil des Présidents de BUSINESSEUROPE qui a eu lieu le 5 décembre à Paris, la décision de nommer **Gerardo Diaz Ferrán** Vice-président des entrepreneurs européens a été adoptée à l'unanimité. Félicitations Gerardo ! Je suis convaincu que ta contribution sera d'une grande valeur pour nous tous en ces temps de crise. Je voudrai également féliciter **José María Lacasa** pour ses nouvelles responsabilités en tant que Directeur général de la CEOE.

* * *

- L'Europe vit une période d'instabilité et d'incertitude sans précédent. En 2009, la croissance du PIB de l'UE-27 ne devrait pas dépasser 0,4%. L'Espagne, après une période de dynamisme remarquable, est déjà durement frappée par le ralentissement économique.
- Vous le savez, BUSINESSEUROPE – la Confédération européenne des entreprises – forte de ses 40 fédérations membres issues de 34 pays européens, représente la voix des entreprises en Europe. Plus que jamais, nous souhaitons faire écho à leurs préoccupations et à leur attentes. Les entreprises ont été le moteur de la croissance européenne, créant plus de 9 millions d'emploi au cours des 3 dernières années. Comme le souligne très justement le thème de cette conférence annuelle, les entreprises seront les principaux acteurs du **dialogue** et de la recherche de **solutions** aux défis sans précédent auxquels l'Europe est confrontée.
- La crise financière et son impact sur l'économie mondiale ont été au cœur de trois jours de discussions et de débats avec les Présidents des fédérations membres de BUSINESSEUROPE et de nos principaux partenaires internationaux réunis à Paris la semaine dernière.

A. Dans le cadre du sommet des milieux d'affaire du G8 : nous avons adopté une position commune sur un ensemble de principes et de propositions concrètes afin de remettre l'économie mondiale sur la voie de la stabilité et de la croissance.

- 1. La crise actuelle ne remet pas en cause les fondements de l'économie de marché mais nécessite des réponses immédiates d'ordre technique.** Nous soutenons la réforme des marchés financiers basée sur une approche globale coordonnée et un juste dosage de régulation. Nous exprimons également notre soutien aux institutions internationales dans leur rôle de surveillance de la stabilité économique et financière mondiale.

- 2. Seules les entreprises ont aujourd'hui la capacité de sortir nos économies de la récession en continuant à produire, à investir et à exporter.** Le rôle des Etats, dans ce contexte, est avant tout de rétablir le fonctionnement normal des marchés financiers.
- 3. Nous attendons des gouvernements des politiques macro-économiques à la fois audacieuses et bien dosées prenant en compte la situation des déficits publics.** Etant donné l'interdépendance des économies et la nature globale du ralentissement, une meilleure coordination des politiques économiques sera la clé de leur efficacité. Par ailleurs, les mesures nationales d'incitation monétaires et fiscales doivent se conformer aux règles internationales de concurrence.
- 4. Nous appelons à la conclusion rapide des négociations du cycle de Doha sur une base ambitieuse et équilibrée.** Le développement des échanges et des flux commerciaux de biens et services est une condition préalable au retour de la croissance et de la stabilité. La conclusion d'un accord d'ici la fin de l'année serait le signe le plus fort de notre refus commun de toute forme de protectionnisme et de notre attachement au multilatéralisme.

B. Dans le cadre d'une rencontre avec le Président en exercice du Conseil européen Nicolas Sarkozy et le Président de la Commission européenne José Manuel Barroso: nous avons tout d'abord renouvelé notre soutien à leur action conjointe et à leur leadership remarquable dans la recherche d'une réponse européenne rapide, forte et coordonnée à la crise. Nous avons également adressé un message fort sur les mesures à prendre à court terme afin de garantir le succès de la reprise européenne.

- 1. Nous attendons des chefs d'Etats et de Gouvernement qu'ils accordent leur soutien plein et entier aux mesures proposées dans le plan de relance de la Commission européenne.** Les Etats membres doivent mettre en œuvre les stimuli économiques annoncés, à hauteur d'au moins 1,2% du PIB national et au-delà pour ceux qui en ont la capacité.
- 2. Il est indispensable de rétablir l'accès des entreprises au financement à des conditions abordables.** Pour cela, la promotion des garanties de prêts ainsi que des mécanismes de partage des risques doivent être rapidement mis en place pour inciter les banques européennes à reprendre leurs activités de distribution de crédit et de financement de l'économie.

C. Au sein du Conseil des Présidents de BUSINESSEUROPE, nous avons par ailleurs discuté des politiques qui détermineront le dynamisme et la compétitivité de l'économie européenne à long terme.

1. La politique européenne en matière d'énergie et de lutte contre le changement climatique : Les décisions qui seront prises aujourd'hui et demain au Conseil européen seront déterminantes pour l'avenir de l'UE.

Nous soutenons les objectifs ambitieux qui visent à faire de l'Europe le pionnier dans la lutte contre le changement climatique. Mais nous mettons en garde les décideurs européens. La combinaison des propositions en matière d'énergies renouvelables et de commerce d'émissions pourrait avoir des **impacts négatifs** considérables sur la **compétitivité** de l'industrie européenne. Le maintien en Europe d'une industrie forte et compétitive est une condition indispensable tant à la réalisation des objectifs environnementaux qu'au succès de la reprise économique.

Pour tempérer cette menace, il est crucial de conclure un **accord international** imposant des charges équivalentes à l'industrie dans son ensemble. Les discussions ont débuté dans le cadre de la conférence des Nations Unies sur le changement climatique qui se tient en ce moment à Poznan. Il est crucial qu'elles se poursuivent et débouchent sur un accord à Copenhague en décembre 2009.

2. La Stratégie européenne pour la croissance et l'emploi : Des réformes structurelles ambitieuses devront être mises en œuvre pour *booster* la compétitivité européenne. Elles doivent s'inscrire dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne dont un nouveau cycle s'ouvrira en 2010. Nous avons identifié **quatre domaines prioritaires** dans lesquels des actions devraient être entreprises au niveau national et européen.

a. Intégrer le marché européen : Le marché unique et la monnaie unique sont la clé de voute de la prospérité économique européenne. Aussi ils doivent être replacés au centre de la Stratégie de Lisbonne. Afin d'approfondir l'intégration économique européenne, il est important de commencer par assurer le respect effectif des règles du marché intérieur, notamment en ce qui concerne la directive sur les services.

b. Réformer les systèmes sociaux européens pour répondre aux défis mondiaux : Il faut rapidement mettre en place des politiques d'emploi et des politiques sociales résolument modernes, basées sur les principes de la flexi-sécurité. Le développement d'une économie de la connaissance et la formation d'une main d'œuvre hautement qualifiée capable de répondre aux besoins de demain sont indispensables pour dynamiser la productivité européenne.

c. Promouvoir un système énergétique sûr, compétitif et respectueux du climat : J'ai insisté un peu plus tôt sur ce point. Protection de l'environnement et promotion de la compétitivité européenne doivent être traitées de manière indissociable si nous voulons faire de l'Europe le leader mondial dans le domaine de technologies propres et de l'efficacité énergétique.

d. Façonner la mondialisation et combattre toutes les formes de protectionnisme : L'UE doit renforcer sa politique commerciale commune pour mieux promouvoir le principe de liberté du commerce sur une base de réciprocité dans l'ouverture des marchés. Dans le même temps, une approche ouverte de la coopération réglementaire et de l'investissement étranger devrait faire de l'Europe une région attirante pour les investisseurs.

Ces réformes doivent s'accompagner d'une radicale **modernisation du budget** européen. Les ressources communautaires doivent être mieux utilisées et redirigées vers des objectifs stratégiques tels que le développement des infrastructures, le soutien à la recherche et à l'innovation ou les politiques d'éducation et de formation.

Par ailleurs, la **crédibilité** de la Stratégie de Lisbonne doit être rétablie par un engagement politique fort. Nous attendons de la **nouvelle Commission** européenne qui prendra ses fonctions en 2009 qu'elle en fasse la première de ses priorités.

Enfin, les réformes évoquées ne pourront être menées à bien que dans un cadre institutionnel clair permettant une **gouvernance efficace de l'Union**. Aussi nous encourageons les cinq Etats membres qui ne l'ont pas encore fait à conclure rapidement le processus de ratification du **Traité de Lisbonne**.

* * *

- L'Union européenne est le projet politique le plus ambitieux que des hommes aient pensé. Après 50 ans d'intégration, les formidables bénéfices que l'Europe apporte à ses entreprises et à ses citoyens sont indéniables. L'Espagne a remarquablement illustré cette *success story* européenne.
- Nous avons besoin d'entreprises qui réussissent si nous voulons que l'Europe réussisse. Avec nos partenaires espagnols et européens, nous continueront à être acteur du **dialogue** et ouvrier des **solutions** pour que l'Europe sorte renforcée de cette période d'instabilité et d'incertitude sans précédent.

* * *